

TABLE RONDE NATIONALE  
SUR L'ENVIRONNEMENT ET  
L'ÉCONOMIE

*Rapport annuel*  
2000-2001



Table ronde nationale  
sur l'environnement  
et l'économie



National Round Table  
on the Environment  
and the Economy

## MEMBRES DE LA TRNEE

*Président :*

**Stuart L. Smith**

*Président*

*ENSYN Technologies Inc.*

*Vice-présidente*

**Lise Lachapelle\***

*Présidente et Chef de la direction*

*Association des produits forestiers du Canada*

*Vice-présidente*

**Elizabeth May\***

*Directrice générale*

*Sierra Club du Canada*

**Harinder P.S. Ahluwalia**

*Président-directeur général*

*Info-Electronics Systems Inc.*

**Paul G. Antle**

*Président-directeur général*

*Island Waste Management Inc.*

**Jean Bélanger**

*Ottawa, Ontario*

**Lise Brousseau**

*La Prairie, Québec*

**Patrick Carson**

*Nobleton, Ontario*

**Douglas B. Deacon**

*Propriétaire*

*Trailside Café and Adventures*

**Terry Duguid**

*Président*

*Manitoba Clean Environment Commission*

**Sam Hamad, ing.**

*Vice-président, Industrie*

*Roche Liée, Groupe conseil*

**Michael Harcourt**

*Associé principal*

*Sustainable Development Research Institute*

*University of British Columbia*

**Raymond E. Ivany**

*Président*

*Nova Scotia Community College*

**William H. Johnstone**

*Moose Jaw, Saskatchewan*

**Cindy Kenny-Gilday**

*Conseillère principale*

*Affaires communautaires*

*Diavik Diamond Mines*

**Emery P. LeBlanc**

*Président*

*Groupe métal primaire*

*Vice-président exécutif*

*Alcan Inc.*

**Cristina Marques**

*Copropriétaire et promotrice de constructions*

*Dreamcoast Homes*

**Patricia McCunn-Miller**

*Directrice des affaires environnementales*

*et réglementaires*

*PanCanadian Petroleum Limited*

**Ken Ogilvie**

*Directeur général*

*Pollution Probe Foundation*

**Joseph O'Neill**

*Hanwell, Nouveau-Brunswick*

**Florence Robart**

*Pointe-du-Chêne, Nouveau-Brunswick*

**Angus Ross**

*Président*

*L & A Concepts*

**Irene So**

*Vice-présidente et gestionnaire-associée de portefeuille*

*RBC Dominion Securities*

**John Wiebe**

*Président-directeur général*

*GLOBE Foundation of Canada*

*et Président-directeur général*

*Fondation Asie Pacifique du Canada*

**Judy G. Williams**

*Associée*

*Mackenzie Fujisawa Brewer Stevenson*

## SECRÉTARIAT DE LA TRNEE

*Président-directeur général*

**David J. McGuinty**

*Adjointe intérimaire à la direction et à la recherche*

**Karen Hébert**

*Secrétaire général et directeur des opérations*

**Gene Nyberg**

*Adjointe de direction au secrétaire général*

**Hélène Sutton**

*Conseillères en politiques*

**Carolyn Cahill**

**Meg Ogden**

**Sara Rose-Carswell**

**Lisa Woodward**

*Associée à la recherche*

**Claire Aplevich**

*Gestionnaire des communications*

**Moira Forrest**

*Coordonnatrice des relations publiques*

**Kelly Bagg**

*Agent des services d'information*

**Edwin Smith**

*Agente des communications*

**Christine Choury**

*Éditique*

**Kindi Chana**

*Gestionnaire de bureau et*

*coordonnatrice des conférences et réunions*

**Cathy Heroux**

*Gestionnaire, Finances et administration*

**Pierrette Guitard**

*Agente, Finances et administration*

**Anne Mineault**

*Commis, Finances et administration*

**Denise Dinèl-Larivière**

*Adjointes administratives*

**Lise Bélanger**

**Denise Johnston**

*Réceptionnistes / Secrétaires*

**Carole Desjardins**

**Tania Tremblay**



## Lettre du Président et du Président-directeur général

Juillet 2001

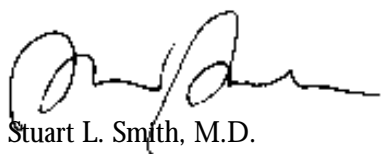
Monsieur le premier ministre,

Nous avons le plaisir de vous présenter le Rapport annuel 2000-2001 de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE).

Tout au long de l'année écoulée, nos efforts ont visé avant tout à faciliter les discussions sur les aspects environnementaux et économiques de questions essentielles à dimension nationale et internationale. Des intervenants provenant d'un large éventail de secteurs ont contribué à des débats importants sur la mise au point d'indicateurs de développement durable et de l'environnement, l'écologisation de la fiscalité, les collectivités autochtones et la mise en valeur des ressources non renouvelables, la santé, l'environnement et l'économie, sans oublier des recommandations sur des mesures à inclure dans le budget fédéral.

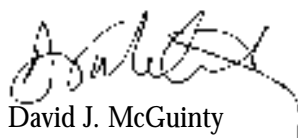
Au cours de la prochaine année, la TRNEE encouragera des discussions et des débats semblables sur certains domaines de programme, et plus particulièrement sur la mise au point d'indicateurs de l'éco-efficacité dans les milieux d'affaires, l'écologisation de la fiscalité, les indicateurs de développement durable et de l'environnement et la protection de la nature. Nous sommes heureux de continuer à fournir à votre bureau des renseignements et des conseils pertinents au cours de l'année 2001-2002.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le premier ministre, l'expression de notre très haute considération.



Stuart L. Smith, M.D.

Président



David J. McGuinty

Président-directeur général

## Table des matières

Tour d'horizon sur la TRNEE.....	3
Rétrospective de l'année : Le point sur les programmes.....	4
Communications et publications.....	8
Perspectives d'avenir.....	8
Rapport de la direction .....	9
Rapport du vérificateur .....	10
État des résultats .....	11
Notes à l'état des résultats .....	12



## Tour d'horizon sur la TRNEE

### Profil

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) est un organisme indépendant du gouvernement fédéral qui a pour mission de fournir aux décideurs et aux leaders d'opinion des informations fiables et des points de vue objectifs sur l'état actuel du débat en matière d'environnement et d'économie.

La TRNEE regroupe des Canadiens et Canadiennes émérites nommés par décret pour représenter un vaste éventail de secteurs dont les milieux d'affaires, le monde syndical, les universités, les organismes de protection de l'environnement et les Premières nations.

### Activités

Créée par proclamation d'une loi en 1994, la TRNEE doit jouer un rôle catalyseur dans la définition, l'interprétation et la promotion des principes et pratiques afférents au développement durable. Dans l'exécution de son mandat, elle collabore avec toutes les parties intéressées au Canada en vue de définir les grands dossiers qui ont des répercussions à la fois sur l'environnement et l'économie, de mieux comprendre ces répercussions et de recommander des mesures qui favoriseront un juste équilibre entre la prospérité économique et la sauvegarde de l'environnement.

Les activités de la TRNEE sont concentrées au sein de divers programmes relevant chacun d'un groupe de travail ou d'un comité composé d'au moins un membre de la TRNEE et de représentants du monde des affaires, des milieux gouvernementaux et d'organismes sans but lucratif.

Il incombe aux groupes de travail ou comités de commander des recherches, de mener des consultations nationales, de produire des rapports sur les domaines d'entente et les divergences de vues, et de formuler des recommandations motivées qui favorisent le changement. Tous les membres de la TRNEE examinent ensuite ces rapports et recommandations avant de les approuver et de les communiquer au public. Les membres de la TRNEE se réunissent quatre fois par an pour faire le point sur les progrès accomplis, pour établir des priorités d'avenir et pour lancer de nouveaux programmes.

En plus d'assurer la bonne marche des programmes, les membres de la TRNEE gèrent, jusqu'en

décembre 2001, le volet canadien du programme LEAD (Leadership en matière d'environnement et de développement), un programme international de formation qui permet aux candidats prometteurs de divers pays de parfaire leurs connaissances en matière de développement durable et d'apprendre à mieux gérer les dossiers connexes.

### Fonctionnement

Les activités de la TRNEE sont caractérisées par sa démarche multilatérale. En créant un climat de confiance propice au débat et à la libre expression de tous les points de vue, la TRNEE a su instaurer un processus qui permet aux parties intéressées de définir elles-mêmes les liens entre l'environnement et l'économie dans des secteurs clés, de circonscrire les domaines où il y a entente et de trouver les causes des divergences de vues.

Chaque année, la TRNEE entame un processus de planification stratégique pour déterminer les grands enjeux qui orienteront son action à court et moyen termes. Elle favorise les programmes qui portent sur des dossiers urgents de nature économique ou environnementale aptes à faire progresser la cause du développement durable.

Les intervenants doivent relever un défi de taille pour faire avancer les choses et maintenir un juste équilibre dans des secteurs vulnérables. Afin de bien jouer son rôle de catalyseur dans ce contexte, la TRNEE traite chaque grand dossier sous forme de « table ronde ». À cette fin, elle s'emploie à :

- analyser les faits et les tendances de l'environnement et de l'économie;
- solliciter activement l'opinion des intervenants;
- puiser aux résultats de la recherche et des consultations — afin de faire le point sur l'état du débat;
- établir les effets de l'action ou de l'inaction, et formuler des recommandations.

La table ronde constitue une méthode unique de consultation des groupes d'intérêt qui permet de faire progresser divers dossiers mettant en jeu l'environnement et l'économie. Le processus en soi s'avère utile pour surmonter des différends profonds. En outre, les produits (rapports) émanant de chaque programme mettent l'accent sur l'élaboration de politiques générales et la formulation de recommandations pour orienter l'action.

## Rétrospective de l'année : *Le point sur les programmes*

### Instrumentes économiques et écologisation du budget

Ce programme vise à promouvoir le recours à des approches axées sur le marché pour améliorer l'environnement au Canada. Il repose sur deux éléments :

#### 1. Écologisation du budget

Le Comité des instruments économiques et de l'écologisation du budget a poursuivi ses travaux sur l'utilisation des instruments économiques au profit de l'environnement. Ce programme repose sur le mécanisme annuel d'**écologisation du budget** qui vise à élaborer des recommandations qui seront soumises au ministre des Finances dans le budget de l'année suivante. Les élections fédérales de novembre ont retardé le processus budgétaire.

La proposition budgétaire 2001 de la TRNEE, qui s'inspire de la proposition de 2000, n'est que la première étape du processus continu de changement qui s'impose si l'on veut exploiter à fond les synergies économiques, sociales et écologiques qui s'offrent au Canada. Les projets de recommandations de cette année ont été choisis spécifiquement comme exemples que le gouvernement fédéral peut utiliser pour améliorer directement la qualité de vie des collectivités du Canada tout en favorisant la productivité, la santé et l'environnement de toute la population canadienne.

Les recommandations se sont inspirées des efforts continus déployés par la Table ronde, et en particulier des travaux du Groupe de travail des collectivités autochtones et du développement des ressources non renouvelables, du Groupe de travail de la santé, l'environnement et l'économie et du Projet du millénaire. Au cours de réunions, les intervenants ont examiné les mesures proposées et regroupé les recommandations en cinq mesures clés qui seront présentées au ministre des Finances et au Comité permanent des finances de la Chambre des communes. Pour le budget de 2002, la TRNEE a demandé au gouvernement fédéral d'intervenir dans plusieurs domaines pour :

- aider à mieux comprendre les liens entre la réglementation sur l'environnement et la santé humaine;

- promouvoir les débouchés viables pour les collectivités autochtones du Nord;
- promouvoir une consommation plus durable de l'énergie;
- protéger et mettre en valeur le riche patrimoine naturel du Canada.

Environ la moitié des 700 millions de dollars des nouvelles dépenses reliées à l'environnement que le gouvernement fédéral a annoncées dans son budget de février 2000 sont le reflet de la proposition d'écologisation du budget 2000 présentée par la TRNEE.

#### 2. Écologisation de la fiscalité

Le Comité des instruments économiques a lancé un programme de deux à trois ans afin de mettre au point une stratégie d'utilisation de l'**écologisation de la fiscalité (EF)** pour aborder les enjeux importants du développement durable (liés à l'air ou à l'eau, par exemple) au Canada. L'écologisation de la fiscalité peut être définie comme une stratégie qui réoriente les programmes de fiscalité et de dépenses publiques de façon à créer des incitations intégrées à l'appui de l'évolution vers le développement durable.

On a organisé, les 26 et 27 juin 2000, une première réunion multilatérale d'experts afin de concevoir le programme. Cette réunion a été suivie d'une autre en décembre au cours de laquelle le groupe consultatif d'experts s'est penché sur toutes sortes de questions environnementales qui pourraient bénéficier d'une démarche appliquée fondée sur l'EF. Au cours d'une troisième réunion en février, les participants ont choisi trois grands dossiers environnementaux à analyser sous forme d'études de cas afin d'illustrer des façons possibles d'appliquer l'EF avec succès. Les grands dossiers sont les suivants : l'intégrité écologique des paysages agricoles, et plus particulièrement la mise au point d'une série d'instruments économiques afin d'encourager la conservation des terres inondées et des zones riveraines; façons possibles pour les instruments de l'EF d'encourager une meilleure gestion du cycle de vie de certaines substances dites « de la voie II » en vertu de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (qui comprend les initiatives





volontaires, les permis échangeables et les répercussions de l'impôt qui peuvent accélérer la mise en œuvre de ce système de gestion); la mise au point d'une série d'instruments économiques qui compléteront des règlements à venir associés au Plan d'action pour l'assainissement de l'air que le Canada a annoncé en février 2001. Dans ce dernier grand dossier, les efforts viseront avant tout à déterminer comment des instruments économiques conçus pour faciliter l'adoption de carburants plus propres et de moteurs mieux conçus pourraient favoriser la transition vers des véhicules à combustible diesel plus propres.

Le programme finira par présenter aux décideurs un examen critique d'enjeux importants sur la mise en œuvre de mesures de l'écologisation de la fiscalité. La neutralité des revenus, la compétitivité internationale et la compétence des diverses administrations dans la mise en œuvre d'une façon intégrée et fondée sur le marché d'aborder le développement durable au Canada sont des exemples de ces grandes questions importantes.

## Mesure de l'éco-efficacité

L'éco-efficacité est une approche pratique que les entreprises adoptent pour fixer et atteindre leurs objectifs de performance environnementale. La normalisation de la mesure de ces objectifs permettra un dialogue fructueux et des comparaisons faciles entre les services, les entreprises et les divers secteurs des milieux d'affaires. Dans le cadre de son **Programme sur l'éco-efficacité**, la TRNEE a procédé à des essais sur des indicateurs de l'intensité énergétique et matérielle. En 1997 et 1998, elle a réalisé un projet pilote intitulé *Mesure de l'éco-efficacité dans l'entreprise : L'élaboration d'indicateurs fondamentaux de l'éco-efficacité*.

Avec l'appui d'Environnement Canada, le programme a pris de l'ampleur et a convaincu 12 entreprises\* du secteur manufacturier du Canada d'y participer activement. Ces entreprises ont vérifié la valeur des indicateurs d'intensité de l'énergie et des matériaux consommés par leurs activités. Elles ont amélioré les définitions, les règles de décision et les indicateurs complémentaires et créé un carnet de travail que toutes les entreprises peuvent utiliser pour calculer les indicateurs d'une façon uniforme, transparente, crédible et normalisée. Le rapport final et le carnet de travail seront terminés à l'automne 2001.

\* Les entreprises participantes étaient les suivantes : Tetra Pak Ltd., Husky Injection Molding Systems Ltd., General Motors du Canada, Ciment Saint-Laurent, Dupont Canada Inc., Alcan Aluminium Limitée, BASF Canada Inc., Nexfor Inc. (filiale de Nordbord), Dofasco Inc., TransAlta Corporation, Énergie atomique du Canada limitée et Nestlé Canada Inc.

## LEAD Canada

**LEAD (Leadership pour l'environnement et le développement) Canada** est un programme de formation de deux ans qui vise à garantir que les décideurs de demain comprennent bien les défis du développement durable et qu'ils sont en mesure de les relever. Tous les ans, chacun des 12 programmes LEAD répartis dans le monde entier sélectionne jusqu'à 15 professionnels prometteurs, en milieu de carrière, à qui offrir cette formation. Les participants (appelés associés) ont l'occasion de se familiariser avec de grandes questions de fond reliées au développement durable et d'acquérir des compétences dans divers domaines, dont le règlement des différends, les façons de dialoguer avec les parties intéressées, la gestion du changement, la communication transculturelle et l'art de parler en public. En même temps, les associés poursuivent des études autodirigées qui complètent leurs activités professionnelles. En août, la Cohorte 7 a assisté à sa dernière séance de formation internationale et à la collation des grades à Vancouver (C.-B.). Au cours de cette séance, les participants se sont penchés sur le thème *Mondialisation et durabilité : Impact sur les collectivités locales*, et trois études de cas différentes. Des visites à la baie Clayoquot, en Colombie-Britannique, Whistler (C.-B.) et Yellowknife (T. N.-O.) ont eu lieu. C'était la première fois qu'une séance de formation internationale était tenue au Canada. La deuxième séance nationale de formation de la Cohorte 8 à Ottawa a porté avant tout sur l'acquisition de techniques spécialisées de présentation et d'animation basées sur les études autodirigées des associés.

À cause d'une réduction importante du financement, de contraintes budgétaires et d'une réévaluation des possibilités et des priorités pour l'avenir, la Table ronde nationale mettra fin à ses liens avec LEAD International comme institution hôte du programme canadien lorsque la Cohorte 8 aura terminé sa formation. En septembre, la TRNEE a été heureuse d'annoncer la transformation du programme LEAD Canada en organisation non gouvernementale autonome, LEAD Canada Inc. La

nouvelle ONG est dirigée par un groupe engagé d'associés et de diplômés de LEAD Canada.

## Santé, environnement et l'économie

Le **Programme santé, environnement et l'économie** a mis l'accent sur les processus d'élaboration de politiques et de prises de décisions. En se fondant sur les quatre études de cas portant sur le lindane, le règlement sur les carburants à faible teneur en soufre, le MMT (méthylcyclopentadienyl manganèse tricarbonyl), additif de l'essence, et l'hormone bovine Revalor-H, ainsi que sur les divers ateliers, la TRNEE a produit un rapport de la série l'État du débat intitulé : *La gestion des substances potentiellement toxiques au Canada*, qu'elle a rendu public en mars, à l'Amphithéâtre national de la presse à Ottawa. Le rapport présente 11 recommandations qui visent à améliorer les processus décisionnels conçus pour protéger les Canadiens contre les répercussions que pourraient avoir sur la santé le contact avec des produits chimiques dangereux présents dans l'air, l'eau, le sol et les aliments.

## Priorités du développement durable pour le nouveau millénaire



En 1999, la Table ronde nationale a lancé un programme d'un an qui vise à analyser certains des enjeux et des défis émergents auxquels la population canadienne fait face au début du nouveau millénaire. Tout en reconnaissant qu'il y a beaucoup de travail à faire au sujet des enjeux environnementaux qui existent déjà au Canada, le programme visait à dépasser l'horizon stratégique actuel afin de définir de nouveaux enjeux auxquels la population canadienne, les pouvoirs publics et l'industrie doivent accorder une attention de plus longue durée.

En mai 2000, la TRNEE a tenu à Montréal (Québec) sa quatrième et dernière plénière de la série du millénaire qui a porté avant tout sur le caractère habitable des milieux urbains. La conférence d'une journée, qui avait pour thème *Des villes habitables pour tous – Vers des collectivités viables*, a été coorganisée par Vivre en ville (organisation non gouvernementale

québécoise qui préconise le développement durable en milieu urbain, rural et communautaire), la Ville de Montréal et les gouvernements fédéral et provincial. Le Forum a réuni toute une brochette d'experts internationaux comme Maria Do Rocio Quandt, directrice, Bureau de l'information de l'Institut de recherche et d'aménagement urbain de Curitiba (Curitiba, Brésil), Mike Burton, dirigeant régional du gouvernement métropolitain élu de Portland (Orégon, États-Unis) et Mike Harcourt, membre de la TRNEE et attaché supérieur de recherche, Développement durable, Institut de recherche sur le développement durable.

Les trois plénières précédentes du Millénaire avaient les thèmes suivants : La santé, l'environnement et l'économie; L'emploi, l'environnement et l'économie; et La protection de la nature.

La déclaration finale intitulée **Atteindre un équilibre : Quatre défis pour le Canada au cours de la prochaine décennie** a été rendue publique au cours de la conférence *Le Canada dans une société mondiale* organisée par le Projet de recherche sur les politiques à Ottawa en décembre. Le texte met en évidence les problèmes émergents du développement durable importants pour le Canada au cours de la première décennie du nouveau millénaire.



## Collectivités autochtones et développement des ressources non renouvelables



En 1998, la TRNEE a lancé un programme afin d'analyser, du point de vue de la durabilité, le lien entre les collectivités autochtones et le développement des ressources non renouvelables. La TRNEE a défini, comme indicateurs de la durabilité pour les collectivités autochtones, la vitalité de l'économie, l'intégrité de l'environnement, le mieux-être social et culturel, l'équité et le contrôle des ressources



naturelles. Le programme vise à déterminer les mesures qu'il faut prendre pour assurer que **le développement des ressources non renouvelables dans le nord du Canada** au cours des 10 à 25 prochaines années appuie les collectivités autochtones autonomes et viables sur le plan économique et en bonne santé sur le plan social, sans compromettre l'intégrité écologique de l'environnement.

La TRNEE a continué de communiquer avec la collectivité dans le cadre des activités importantes de recherche et de communication du programme en participant à l'Assemblée générale annuelle et au Salon commercial de l'Assemblée des Premières nations à Ottawa (Ontario), en juin, ainsi qu'à l'Assemblée nationale des Denendeh à Fort Resolution (T. N.-O.), en juillet. Le groupe de travail s'est réuni en juin pour choisir les quatre ou cinq recommandations clés qui constitueront l'assise du rapport sur l'état du débat que le programme doit publier en juin 2001.

## L'Initiative des indicateurs de développement durable et de l'environnement (IDDE)

Projet triennal lancé par la TRNEE, l'**Initiative des indicateurs de développement durable et de l'environnement (IDDE)** vise à produire un ensemble national d'indicateurs de développement durable qui intégreront des facteurs environnementaux dans la prise de décisions d'ordre économique par les gouvernements, les milieux d'affaires et la société civile.

Cette initiative est née des recommandations sur l'écologisation du budget 2000 formulées par la TRNEE et s'est concrétisée grâce au financement prévu dans le budget fédéral de 2000.

Le Comité d'orientation de l'IDDE s'est réuni en janvier pour établir une façon détaillée d'aborder l'élaboration des indicateurs. La TRNEE a organisé en mars la *Conférence nationale sur les indicateurs de développement durable*, qui a servi de vitrine à l'expérience acquise dans le contexte de projets de création d'indicateurs déjà en cours ou terminés au Canada et ailleurs dans le monde. Plus de 600 personnes ont

assisté à la conférence d'une journée à Ottawa, qui a commencé par un discours – programme de l'honorable David Anderson, ministre de l'Environnement. Le discours a été suivi de présentations de plus de 27 experts du domaine qui ont parlé de différents sujets, dont : *Les indicateurs à l'œuvre dans le monde*, *Les indicateurs à l'œuvre au Canada* et *Regard vers l'avenir*.

La conférence a été suivie d'un atelier d'une journée au cours duquel les participants ont formulé des commentaires sur la démarche proposée par l'initiative IDDE de la TRNEE.

## Conservation du patrimoine naturel

Le programme du millénaire de la TRNEE a défini plusieurs possibilités et défis importants pour le Canada en ce qui a trait à la protection de la nature. Le nouveau domaine de la biologie de la conservation indique qu'il ne suffit pas de créer des parcs pour maintenir notre patrimoine naturel. Les zones protégées peuvent devenir des « îlots d'extinction » si elles ne sont pas intégrées dans des complexes de plus grande envergure. C'est pourquoi nous devons créer des systèmes plus intégrés de gestion des terres qui comprennent des zones protégées de base entourées de zones tampons, ou zones de gestion spéciale.

À l'achèvement du programme du millénaire, la TRNEE a commandé un document sur les créneaux que la Table ronde nationale pourrait occuper et les rôles qu'elle pourrait jouer dans l'étude d'autres façons de mieux conserver, rétablir et maintenir la santé à long terme des écosystèmes du Canada. Une réunion des intervenants en janvier a confirmé que le travail de la TRNEE dans ce domaine bénéficiait d'un appui solide. D'autres réunions en février et mars ont produit cinq éléments majeurs du nouveau programme : examen scientifique; examen des modèles existants de conservation : pratiques optimales; définition des obstacles clés au progrès; instruments stratégiques et campagne de communication. Au cours de ces réunions, les participants ont conçu les buts et objectifs préliminaires sur lesquels ils se sont entendus, ce qui a permis d'entreprendre la recherche de base.



## Communications et publications

En 2000-2001, la TRNEE a continué d'assurer que les décideurs, les médias et la population la reconnaissent comme un chef de file dans la diffusion d'opinions objectives et de données analytiques au sujet de l'état du débat sur l'environnement et l'économie au Canada. La TRNEE a été extrêmement active cette année en publiant la Déclaration du millénaire, un rapport sur l'état du débat et d'autres documents. La Table ronde a en outre bénéficié pendant toute l'année d'une couverture médiatique nationale importante qui a porté sur toutes sortes de questions, dont la santé et l'environnement, la Déclaration du millénaire et Les collectivités autochtones et le développement des ressources non renouvelables.

Le site Web a continué à diffuser de l'information essentielle aux intervenants et au public. Reconnaisant l'importance de son site Web, la TRNEE y a ajouté une bibliothèque virtuelle, ce qui permet aux intéressés d'avoir facilement accès à plus de 150 documents de la TRNEE sur le développement durable. Le site Web est demeuré la principale source d'information au sujet des recommandations relatives à l'écologisation du

budget 2000, des actes de la Conférence nationale de l'Initiative IDDE sur les indicateurs de développement durable et des communications qui y ont été présentées, sans oublier ses Bulletins d'étape (note bimestrielle qui met en vedette le travail d'un programme de la TRNEE). Le Flash Millénaire interactif *Atteindre un équilibre : Quatre défis pour le Canada au cours de la prochaine décennie*, les quatre études de cas du programme Santé, environnement et l'économie et les actes de la Conférence IDDE et les exposés qui y ont été présentés sont tous disponibles gratuitement sur le site Web de la TRNEE.

Au cours de l'année, la TRNEE a publié les documents suivants :

- *Atteindre un équilibre : Quatre défis pour le Canada au cours de la prochaine décennie*
- *La gestion des substances potentiellement toxiques au Canada*

La TRNEE a continué de vendre et de distribuer ses publications en mode de recouvrement partiel des coûts par l'entremise des Éditions Renouf Limitée.

## Perspectives d'avenir

Au cours de l'exercice 2001-2002 la TRNEE aura un programme bien rempli. Voici certaines des principales initiatives prévues pour le prochain exercice :

- Le programme de la TRNEE, **Priorités de développement durable pour le nouveau millénaire**, continuera de promouvoir *Atteindre un équilibre : Quatre défis pour le Canada au cours de la prochaine décennie* grâce aux exposés que les membres de la TRNEE présenteront d'un bout à l'autre du Canada. La campagne nationale de communications d'une durée d'un an visera tous les paliers de gouvernement, les associations industrielles, les groupes de citoyens et les médias.
- L'**Initiative des indicateurs de développement durable et de l'environnement (IDDE)** passera au deuxième volet du programme de trois ans. Des groupes d'experts proposeront des indicateurs possibles de développement durable et de l'environnement et en feront l'essai. Les trois grands dossiers abordés seront ceux du capital humain, du capital naturel et du capital produit. Cette initiative vise à définir un ensemble national d'indicateurs du développement durable qui sont pratiques, réalisables, bien accueillis et utilisés largement au Canada à la suite de la publication du rapport final (au plus tard au début de mars 2003).
- Le **programme des instruments économiques** visera avant tout à encourager la discussion et la promotion de l'écologisation du budget au cours des deux ou trois prochaines années, tout en continuant de présenter au ministère des Finances des propositions en vue de la préparation du budget annuel.
- Le **programme Mesure de l'éco-efficacité** publiera un rapport final et un carnet de travail à l'automne.
- Le rapport sur l'état du débat sur **Les collectivités autochtones et le développement des ressources non renouvelables** sera publié en juin à Yellowknife (T. N.-O.) et diffusé activement pendant toute l'année qui suivra.
- La Cohorte 8 de **LEAD Canada** participera à sa deuxième et dernière séance de formation internationale au Commonwealth des États indépendants en août 2001. Lorsque la Cohorte 8 aura terminé cette séance, la TRNEE cessera d'être l'hôte du programme LEAD au Canada.
- Le **programme Conservation du patrimoine naturel** organisera une Conférence nationale à Winnipeg (Manitoba), en novembre.

**Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie**

## RAPPORT DE LA DIRECTION

pour l'exercice terminé le 31 mars 2001

Nous avons préparé l'état financier ci-joint de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie selon les normes et exigences d'information du receveur général du Canada. Cet état financier a été préparé selon les principales conventions comptables énoncées à la note 2 de l'état, de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. Nous avons reclassé les chiffres de l'exercice précédent pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

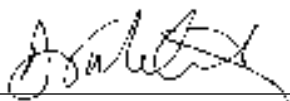
La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier incombe à la direction de la Table ronde. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'impartialité, les données financières contenues dans cet état financier ont été examinées par le Comité exécutif de la Table ronde.

L'information présentée dans l'état financier est fondée sur les meilleurs prévisions et jugements de la direction, compte tenu de son importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la Table ronde tient une série de comptes qui fournissent un registre centralisé de ses opérations financières. À moins d'avis contraire, l'information financière contenue dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* est conforme avec l'information qui figure dans cet état financier.

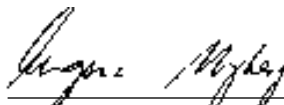
La direction des services financiers de la Table ronde établit et diffuse les politiques comptables et les politiques de gestion financière, et émet des directives qui assurent le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La Table ronde maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte du coût, des avantages et des risques. Ils sont établis afin de fournir l'assurance raisonnable que les opérations sont autorisées comme il se doit par le Parlement, sont exécutées selon les règlements prescrits, et qu'elles sont comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes des fonds publics et de protéger les actifs de la Table ronde. La Table ronde s'efforce également de démontrer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans cet état financier grâce à la sélection, à la formation et au perfectionnement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à faire en sorte que ses règlements, politiques, normes et autorisations administratives soient compris dans toute l'organisation.

La direction présente l'état financier à la vérificatrice générale du Canada qui le vérifie et fournit une opinion indépendante. Cette opinion est par la suite jointe à l'état financier.

Approuvé par :



Président-directeur général  
David J. McGuinty



Secrétaire général et  
directeur des opérations  
Eugene Nyberg

Ottawa, Canada  
Le 6 juillet 2001



AUDITOR GENERAL OF CANADA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA

## Rapport du vérificateur

À la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie  
et au Premier ministre

J'ai vérifié l'état des résultats de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie de l'exercice terminé le 31 mars 2001. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction de la Table ronde. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'état financier est exempt d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier donne, à tous les égards importants, une image fidèle des résultats d'exploitation de la Table ronde pour l'exercice terminé le 31 mars 2001 selon les conventions comptables énoncées à la note 2 à l'état financier.

Pour la vérificatrice générale du Canada,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'R. Flageole'.

Richard Flageole, FCA  
vérificateur général adjoint

Ottawa, Canada  
le 6 juillet 2001

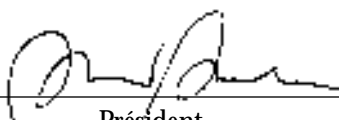
## Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

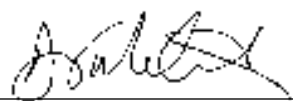
### *État des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 2001*

	2001	2000
	\$	\$
Dépenses		
Fonctionnement		
Traitements et indemnités des employés	1 516 265	1 487 063
Services professionnels et spéciaux	1 492 219	740 769
Publications	582 612	247 243
Transport et communications	414 916	383 527
Location	254 241	215 268
Mobilier et matériel	118 866	111 124
Services publics, fournitures et approvisionnements	43 642	32 548
Réparations et entretien	18 263	39 803
Autres subventions et paiements	57	107
	4 441 081	3 257 452
Comité exécutif		
Voyages et indemnités de déplacement	11 112	3 627
Honoraires	2 962	3 030
	14 074	6 657
Autres comités		
Voyages et indemnités de déplacement	187 459	176 005
Honoraires	133 504	128 920
	320 963	304 925
	4 776 118	3 569 034
Recettes non fiscales		
Ventes de publications	11 353	15 576
Ajustement aux C.A.F.E.	12 444	-
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 044	-
Ventes de biens excédentaires de l'État	8	369
Ventes de matériel de conférence	-	3 380
	25 849	19 325
Coût net du fonctionnement (note 3)	4 750 269	3 549 709

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par :

  
 \_\_\_\_\_  
 Président  
 Stuart L. Smith

  
 \_\_\_\_\_  
 Président-directeur général  
 David J. McGuinty



## Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

### *Notes à l'état des résultats*

### *du 31 mars 2001*

#### 1. Pouvoirs et objectifs

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (Table ronde) a été constituée en 1994 en vertu de la Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie et est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. La Table ronde a pour objectif de promouvoir le développement durable et l'intégration de l'environnement et de l'économie dans la prise de décision dans tous les secteurs en réalisant des études, en organisant des « échanges » multilatéraux sur des questions précises et des secteurs économiques, en prodiguant des conseils, en accomplissant des activités dans le domaine de l'éducation et des communications et en servant de catalyseur du changement. Ses dépenses de fonctionnement sont principalement financées par une autorisation budgétaire annuelle et, dans une moindre mesure, par le recouvrement et le partage des frais de certaines activités. Les indemnités aux employés sont autorisées par des autorisations législatives.

#### 2. Principales conventions comptables

L'état des résultats a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes :

##### a) Comptabilisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi, des congés payés et du temps compensatoire qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toutes les dépenses sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice.

##### b) Comptabilisation des recettes

Les recettes sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice

##### c) Acquisitions d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement dans l'exercice où elles sont acquises.

##### d) Services fournis gratuitement par les ministères de l'État

La valeur estimative des services fournis gratuitement par les ministères de l'État est comprise dans les dépenses.

##### e) Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs

Les recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

##### f) Régime de pensions de retraite de la fonction publique

Les employés participent au Régime de pensions de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Table ronde cotisent à part égale au coût du Régime. Les cotisations de la Table ronde sont imputées aux dépenses dans l'exercice où elles sont versées et elles représentent le passif total de la Table ronde à cet égard.

3. Crédits parlementaires

	2001	2000
	\$	\$
Conseil privé : Crédit 40	3 170 000	3 114 138
Mandats spéciaux du gouverneur général <sup>1</sup>	929 000	-
Crédit supplémentaire 40a	152 850	98 600
	4 251 850	3 212 738
Annulé	147 922	178 342
	4 103 928	3 034 396
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	264 000	266 000
Dépenses des produits de la vente de publications et de matériel de conférence en vertu du paragraphe 29.1(1) de la LGFP	11 353	18 956
Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	8	369
Total des crédits utilisés	4 379 289	3 319 721
Plus : locaux et autres services fournis gratuitement par d'autres ministères de l'État	182 280	182 280
fonds reçus d'autres ministères de l'État	214 549	67 033
Moins : recettes non fiscales	25 849	19 325
Coût net du fonctionnement	4 750 269	3 549 709

<sup>1</sup> Les mandats spéciaux de la gouverneure générale représentent l'instrument officiel utilisé pour accorder des crédits parlementaires supplémentaires lorsque le Parlement est dissous en prévision d'élections générales.

4. Compte à fins déterminées

Lors de la création de la Table ronde, un compte à fins déterminées a été établi en vertu de l'article 21 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, afin d'y enregistrer les subventions et les dons reçus de tiers, et les dépenses pour financer diverses études ayant trait aux principes du développement durable au Canada et sur la scène internationale. Ce compte sert aussi à refléter les opérations financières du volet canadien du programme international de formation LEAD (Leadership en matière d'environnement et de développement) lequel arrivera à échéance en décembre 2001. Les recettes et dépenses de ce compte ne sont pas incluses dans l'état des résultats de la Table ronde. Le solde de ce compte est reporté aux exercices ultérieurs.

	2001	2000
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	197 852	21 065
Recettes	51 044	597 024
	<hr/> 248 896	<hr/> 618 089
Dépenses	175 122	420 237
Solde à la fin de l'exercice	<hr/> 73 774	<hr/> 197 852

5. Débiteurs

Au 31 mars, les débiteurs s'établissent comme suit :

	2001	2000
	\$	\$
À court terme :		
Gouvernement du Canada	30 000	-
	<hr/> 30 000	<hr/> -

6. Immobilisations et amortissement cumulé

Des contrôles internes sont maintenus afin de préserver les immobilisations ayant un coût d'acquisition supérieur à 1 000 \$. L'information supplémentaire suivante reflète les coûts historiques et l'amortissement si les immobilisations étaient amorties sur leur durée de vie de cinq ans selon la méthode linéaire.

<b>Immobilisations au coût</b>	31 mars 2000	Acquisitions	Cessions	31 mars 2001
	\$	\$	\$	\$
Matériel informatique	306 353	72 601	176 334	202 620
Mobilier et matériel de bureau	141 019	3 696	7 224	137 491
	447 372	76 297	183 558	340 111
<hr/> <hr/>				
<b>Amortissement cumulé</b>	31 mars 2000	Amortissement	Cessions	31 mars 2001
	\$	\$	\$	\$
Matériel informatique	209 891	33 745	159 578	84 058
Mobilier et matériel de bureau	73 374	25 445	7 151	91 668
	283 265	59 190	166 729	175 726
<hr/> <hr/>				

7. Stock de publications destiné à la vente

Le 28 mai 1996, la Table ronde a mis en vigueur un programme de recouvrement des coûts pour ses publications. La distribution canadienne se fait par l'entremise d'un distributeur qui reçoit une commission de 50 p. 100 sur le prix de vente de chaque publication vendue. Les stocks de publications destinés à la vente sont évalués à la valeur de réalisation nette.

	2001	2000
	\$	\$
Stock au début de l'exercice	150 734	246 984
Plus : nouvelles publications produites	42 118	38 488
Moins : ventes	11 043	15 576
radiations	45 455	-
provision pour désuétude	69 344	119 162
Stock à la fin de l'exercice	67 010	150 734

8. Passif

Au 31 mars, le passif s'établit comme suit :

	2001	2000
	\$	\$
a) Crédoiteurs et charges à payer		
Créditeurs	1 062 462	500 014
Salaires à verser	48 680	60 712
	1 111 142	560 726
b) Autres passifs		
Congés à payer	55 294	58 646
Temps compensatoire à payer	2 605	2 968
	57 899	61 614

9. Chiffres correspondants

Certains des chiffres de l'exercice 2000 ont été reclassés, de façon à être conformes à la présentation du présent exercice.